



Déclaration préalable au Conseil d'administration du 21/6/2017

Monsieur le Président du Conseil d'administration,
Mesdames et Messieurs les Administrateurs,

Il y a quatre mois, nous participions à une sorte de Conseil d'Administration pour pas grand-chose, où il n'était prévu d'évoquer aucun sujet d'importance, tant pour les agents que pour l'Établissement. Ni les errements de la stratégie immobilière, ni les réorganisations et les effectifs en chute libre n'étaient inscrits à l'ordre du jour. Seules les OS ont souligné le désastre que représentent les suppressions de site, ses conséquences délétères pour les missions de service public, pour les territoires et pour la santé des agents. De surcroît, vous avez laissé passer l'occasion qui vous était donnée d'envoyer un message fort à la Direction du Budget, en ne rejetant pas des comptes 2016, pourtant catastrophiques. Oui des comptes catastrophiques, témoignant de cette sempiternelle pauvreté intellectuelle, celle du diktat de la rigueur. Les représentants de l'État nous ont accusé de crier au loup et nous ont servi un discours lénifiant sur le thème : « c'est difficile, mais ça ira quand même ; pour le moment tout va bien ».

La tutelle s'est émue que FO puisse évoquer les mensonges de l'État concernant l'ambition qu'il porte pour l'Établissement.

Mesdames et Messieurs les Administrateurs, non seulement l'État vous ment, mais il vous méprise ! Voilà des mois que ses représentants savent que la subvention 2017 a été amputée de 2,4 M€. Ils le savaient lors du précédent CA. Ils le savaient lorsqu'ils ont décidé d'annuler notre réunion du mois d'avril. De plus, ce nouveau coup de rabot est le résultat d'un amendement d'origine gouvernementale, autant dire qu'il provient de leur administration ! Le représentant du Budget et la tutelle n'ont pas du tout fait preuve de bienveillance vis-à-vis du Cerema comme ils l'ont prétendu, mais de duplicité ! Gagner du temps, c'était leur seul objectif. Mesdames et messieurs les représentants du Budget et des ministères de tutelle, comment pouvez-vous encore prétendre dans ces conditions obtenir la confiance et l'adhésion des administrateurs ?

Monsieur le Président, vous avez été à l'origine d'un courrier des associations d'élus à l'attention des 3 ministres de tutelle du Cerema, reprenant des éléments que nous répétons ici depuis des mois. FO et les agents du Cerema vous en témoignent ici leur reconnaissance. Néanmoins ce n'est qu'un début, cela ne suffira pas.

Aujourd'hui se tient le dernier CA avant l'ouverture des discussions du PLF 2018. Ne laissez pas passer une nouvelle fois l'occasion qui vous est donnée d'envoyer un message fort au Ministère de l'action et des comptes publics. En novembre 2015, vous vous êtes engagés, au travers d'une motion, à voter contre le budget 2017, s'il s'avérait aussi défavorable que le budget 2016. Le BR1 2017 dessine un cadre budgétaire bien plus dégradé encore pour l'Établissement ! Il est vital que ce CA porte une ambition pour l'action publique. Pour cela, vous n'avez d'autre solution que de voter CONTRE ce BR1. Pour sa part, FO s'opposera à nouveau par son vote à cette entreprise de destruction du réseau scientifique et technique. Si cela devait continuer, le Cerema et ses agents comptent bien être en marche eux aussi, mais dans la rue s'il le faut !

Concernant la situation immobilière, l'Établissement nage en plein fiasco avec de belles promesses, sans pour l'instant aucun bénéfice pour l'Établissement, ni pour les agents. Rappelons que FO s'oppose et

s'opposera à toute fermeture de site. L'Établissement a d'autres défis à relever que celui-là. Rien de bon ne peut se construire sans sérénité et stabilité. Le schéma stratégique immobilier accapare aujourd'hui les énergies des agents et de l'encadrement.

Pourtant, le projet se poursuit à marche forcée et dans les pires conditions. Madame la Commissaire du Gouvernement, que faites-vous pour trouver un site d'accueil en Île-de-France pour les agents dont les implantations territoriales sont en voie de suppression ? Monsieur le représentant des Comptes publics, que pensez-vous du dédommagement du Cerema espéré par le Directeur général pour l'abandon du site de Nice, provenant de la vente hypothétique d'autres bâtiments de l'État ? Est-ce que vous y croyez ? Est-ce seulement plausible ?

Enfin, FO souhaite évoquer ici les conséquences dévastatrices des réductions d'effectifs. Le 11 mai dernier, le Directeur général a écrit à tous les agents concernant la déclinaison locale du plan stratégique, qui se traduit pour l'essentiel par une diminution drastique des effectifs, de 15 % par rapport à la situation actuelle, pour atteindre 2 600 ETP en 2020. C'est un véritable plan social perpétuel auquel l'Établissement doit faire face. Comme l'ont rappelé les associations d'élus, un traitement d'exception a été réservé au Cerema. La purge y est deux fois plus violente que pour aucun autre établissement public ou service du Ministère. Il a urgence à attendre que les nouveaux ministères prennent position sur le devenir de l'Établissement avant d'engager ce processus de destruction. Est-ce que le Ministère de N. HULOT veut toujours la disparition d'un établissement public au service de la transition écologique et de la lutte contre le réchauffement climatique ? Est-ce que le futur Ministre de la cohésion des territoires voudra du dépérissement d'un organisme œuvrant notamment pour les collectivités et les territoires peu dotés en matière d'ingénierie ?

Si vous voulez être « mieux associés aux principales décisions qui concernent cet établissement » comme y appellent les associations d'élus, il est temps de taper du point sur la table !

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Administrateurs,

FO vous demande donc, au nom des personnels du Cerema et de la défense des missions de service public que porte l'Établissement, d'adresser un message fort au Budget et à la tutelle, et de voter CONTRE le BR1 qui vous est présenté aujourd'hui.

Je vous remercie